



Assemblée générale

Distr. générale
5 août 2024
Français
Original : anglais

Conseil des droits de l'homme

Cinquante-septième session

9 septembre-9 octobre 2024

Point 10 de l'ordre du jour

Assistance technique et renforcement des capacités

Situation des droits de l'homme au Cambodge

Rapport du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Cambodge, Vitit Muntarbhorn*

Résumé

Le présent rapport du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Cambodge, Vitit Muntarbhorn, porte sur la période de juin 2023 à juin 2024, au cours de laquelle des élections ont eu lieu. Il traite des espoirs dans le domaine électoral et des droits des femmes.

La situation dans le pays a progressé pour ce qui est de certains aspects des droits économiques, sociaux et culturels, mais la question des droits civils et politiques, en particulier les restrictions imposées à l'espace civique et politique, qui ont des effets tant sur le paysage électoral que sur l'ensemble des droits des femmes, reste un sujet d'inquiétude majeur. La réalisation des droits de l'homme est par essence étroitement liée aux aspirations à la démocratie, à la paix et au développement durable.

* Les annexes du présent document sont reproduites telles qu'elles ont été reçues, dans la langue de l'original seulement.



I. Introduction

1. Le présent rapport est le quatrième que le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Cambodge, Vitit Muntarbhorn, soumet au Conseil des droits de l'homme. Il porte sur la situation des droits de l'homme dans le pays entre juin 2023 et juin 2024 et sur les élections qui ont eu lieu pendant cette période. Il traite des espoirs dans le domaine électoral et des droits des femmes.

2. Au cours de la période considérée, le Rapporteur spécial a effectué une visite au Cambodge, du 4 au 8 décembre 2023. À cette occasion, il s'est entretenu avec des représentants du Gouvernement, des défenseurs des droits de l'homme, des membres d'organisations de la société civile, des groupes de jeunes, des représentants syndicaux, des groupes autochtones et minoritaires, des journalistes et des représentants des médias, des universitaires, des membres de la communauté diplomatique, des représentants d'organismes des Nations Unies et d'autres acteurs clefs. Il a en outre effectué une visite sur le terrain en juillet 2024. Les informations qui figurent dans le rapport reposent sur les conclusions tirées de ces visites, ainsi que sur des contributions reçues de diverses parties prenantes, notamment les autorités nationales, des entités des Nations Unies, des organismes intergouvernementaux et des organisations de la société civile. En ce qui concerne la méthode, comme pour les rapports précédents, les informations ont été vérifiées par recoupement, avec l'aide de l'Organisation des Nations Unies, afin de permettre au titulaire du mandat de procéder à une évaluation équilibrée et à une analyse indépendante. Le rapport a été enrichi avec des informations communiquées par 18 entités qui ont répondu à l'appel à contributions lancé par le Rapporteur spécial pour obtenir des informations sur les droits des femmes¹.

3. Le rapport contient un bilan général de la situation des droits de l'homme dans le pays, une partie consacrée aux trois élections qui ont eu lieu au cours de la période considérée, à savoir les élections nationales, les élections sénatoriales et les élections aux niveaux de la capitale et des provinces et des municipalités, des districts, des villes et des conseils (khans), une partie consacrée aux droits des femmes, ainsi que les conclusions et recommandations du titulaire du mandat.

II. Bilan général

4. Le Cambodge est partie à de nombreux instruments relatifs aux droits de l'homme et conventions de l'Organisation internationale du Travail (OIT)² et contribue régulièrement aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies. Il dispose d'un savoir-faire précieux en matière d'opérations de déminage, qui peut être partagé avec la communauté internationale. Le Gouvernement considère que les archives des Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens, qui ont achevé leur mission, devraient être conservées et diffusées de manière adéquate³. Le système judiciaire a par ailleurs bénéficié d'améliorations visant à permettre le traitement des affaires en retard et à introduire des méthodes non judiciaires de règlement des différends.

¹ L'appel à contributions est disponible à l'adresse suivante : <https://www.ohchr.org/en/calls-for-input/2024/call-inputs-situation-womens-rights-cambodia>.

² Comme cela est indiqué dans les rapports précédents du Rapporteur spécial : A/HRC/48/79, A/HRC/51/66 et A/HRC/54/75. Voir *The State of Press Freedom in Cambodia* (2024), publié récemment par le Ministère de l'information, <https://www.information.gov.kh/articles/129527>. Voir aussi le rapport volontaire soumis par le Gouvernement en application de l'examen national volontaire 2023 du Cambodge mené dans le cadre des objectifs de développement durable 2015-2030, *Accelerating the Recovery from the Coronavirus Disease (COVID-19) and the Full Implementation of the 2030 Agenda*, disponible à l'adresse suivante : <https://moi-static.sgp1.cdn.digitaloceanspaces.com/0Report-2024/Report%20on%20The%20State%20of%20Press%20Freedom%20in%20Cambodia%20FINAL.pdf>, et le rapport soumis récemment par le Gouvernement cambodgien pour le quatrième cycle de l'Examen périodique universel (A/HRC/WG.6/46/KHM/1).

³ Voir aussi <https://www.eccc.gov.kh/fr>.

5. L'évolution la plus remarquable au cours de la période considérée a été le passage de l'ancien gouvernement, qui était au pouvoir, dans une plus ou moins large mesure, depuis les années 1990, à un nouveau gouvernement à tendance dynastique, composé d'un nouveau premier ministre et d'une nouvelle génération d'acteurs du pouvoir, essentiellement des fils, des parents par alliance et des parents de l'élite au pouvoir. Ce changement de pouvoir fondé sur la famille perpétue le monopole qui sape les aspirations démocratiques et entrave les évolutions politiques, comme cela a particulièrement été le cas au cours des dix dernières années.

6. La meilleure façon de décrire la situation est de parler de continuité du pouvoir ; l'espace civique et politique n'évolue guère et les personnes qui ne font pas partie de l'élite du pays continuent de se heurter aux mêmes difficultés. Si la concentration du pouvoir au sommet du système et ses manifestations verbales ont été réduites dans une certaine mesure, l'ouverture à une participation pluraliste et la pleine réalisation des droits de l'homme restent dans les faits limitées.

7. Il convient d'appeler l'attention sur deux événements internationaux majeurs concernant le Cambodge. Tout d'abord, le pays s'est présenté pour la première fois devant le Comité des disparitions forcées, en application de la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées. Le Comité a recommandé notamment de renforcer la législation et le système d'enquête pour les rendre plus efficaces, de mettre en place un système d'aide aux victimes et à leur famille, de modifier les délais de prescription et d'établir un registre national des personnes disparues⁴. Des affaires locales et transnationales sont en attente de règlement.

8. Il convient également de souligner que le pays a commencé à coopérer avec le Conseil des droits de l'homme dans le cadre du quatrième cycle de l'Examen périodique universel le concernant⁵. Au cours du troisième cycle, il avait accepté 173 recommandations, mais avait seulement pris note de 25 recommandations essentielles émanant de la communauté internationale, sans les accepter ; nombre d'entre elles portaient sur les réformes les plus importantes, notamment l'ouverture de l'espace civique et politique et la libération des détenus politiques et des détenus dont l'emprisonnement constituait une atteinte aux droits de l'homme. Il faut espérer que le pays admettra au cours du quatrième cycle qu'il convient de traiter ces questions de manière efficace.

A. Droits économiques, sociaux et culturels dans le domaine du développement

9. Le pays a obtenu de bons résultats dans divers domaines du développement. Dans son rapport régional sur le développement humain 2024, *Making Our Future: New Directions for Human Development in Asia and the Pacific* (Construire notre avenir : nouvelles orientations pour le développement humain en Asie et dans le Pacifique)⁶, le Programme des Nations Unies pour le développement a indiqué que l'indice de développement humain avait augmenté de 56,9 % depuis 1990, ce qui classe le Cambodge dans la catégorie des pays à développement humain moyen et le place au 146^e rang sur 191 pays en 2023. Ce résultat tient compte des effets négatifs de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19)⁷. En outre, le nombre de personnes qui vivent dans la pauvreté a été réduit de moitié, passant d'environ 5,6 millions à environ 2,6 millions en moins de dix ans.

10. Au cours de l'année écoulée, le Gouvernement a pris un certain nombre de mesures positives ; il a notamment accordé une plus grande attention à la protection de l'enfance, a adopté des mesures de protection sociale, portant par exemple sur les pensions de retraite des employés, et a développé l'aide apportée aux populations pauvres et vulnérables. En particulier, les autorités ont dépensé plus d'un milliard de dollars au cours de ces trois

⁴ CED/C/KHM/CO/1.

⁵ Voir aussi <https://www.ohchr.org/fr/hr-bodies/upr/kh-index>.

⁶ Voir <https://www.undp.org/cambodia/publications/2024-regional-human-development-report-cambodia-focus>.

⁷ Voir <https://www.undp.org/cambodia/speeches/launch-2024-regional-human-development-cambodia>.

dernières années pour aider les groupes dans le besoin, en partie pour les aider à se relever des conséquences de la pandémie de COVID-19⁸.

11. Le pays se lance à présent dans sa « stratégie pentagonale », nouveau programme de développement visant à l'élever au rang de pays à revenu intermédiaire et, à terme, au rang de pays développé, d'ici à 2050. Cette stratégie est axée sur la croissance économique, la création d'emplois, l'équité, l'efficacité et la durabilité, pour les vingt-cinq prochaines années⁹. Un nouvel accord de coopération, visant à renforcer le développement durable et la dimension écologique, a aussi été signé avec l'Organisation des Nations Unies.

12. D'importantes inégalités de développement demeurent cependant. La pauvreté et le contrôle déséquilibré des ressources, qui restent des préoccupations majeures, sont liés à des problèmes de contrôle et d'allocations budgétaires, ainsi qu'à la gestion des terres et des ressources. L'insécurité de la propriété foncière, la dépossession de populations de leurs terres au profit d'intérêts commerciaux particuliers, souvent liés à l'élite au pouvoir, et la collusion qui marque la privatisation des terres, causant des litiges entre des entreprises et la population locale, sont depuis longtemps des sujets d'inquiétude. Ces problèmes sont aggravés par l'endettement important des personnes pauvres, qui empruntent souvent à crédit et sont exploitées dans le cadre de pratiques de prêts prédatrices.

B. Droits civils et politiques

13. En ce qui concerne les droits civils et politiques, l'expression « plus ça change, plus c'est la même chose » semble être une bonne description de la situation. Bien que des élections aient eu lieu au cours de la période considérée, de nombreuses contraintes limitent la réalisation des droits civils et politiques. Des dizaines de dissidents politiques, de défenseurs des droits de l'homme et de militants écologistes sont toujours détenus, font l'objet de poursuites ou sont emprisonnés. Les journalistes, les membres de l'opposition et les membres d'organisations non gouvernementales critiques à l'égard des autorités continuent d'être harcelés. En plus des différents procès collectifs examinés par la précédente titulaire du mandat dans ses rapports, l'année écoulée a été marquée par un grand nombre d'arrestations, de placements en détention et de poursuites. Bien que le Rapporteur spécial et d'autres titulaires de mandat au titre des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme aient plaidé à plusieurs reprises en faveur de la clémence et de la justice, de nombreuses personnes considérées comme critiques à l'égard de l'élite au pouvoir sont toujours persécutées et privées de leurs droits civils et politiques¹⁰.

14. L'espace civique et politique est dominé par une guerre du droit, dans le cadre de laquelle le pouvoir judiciaire utilise le droit pour faire taire les acteurs politiques et les défenseurs des droits de l'homme considérés comme hostiles aux autorités nationales. À l'aide de ce procédé et de mesures connexes, les forces de l'ordre utilisent différentes lois pour lutter contre les opposants. Elles invoquent par exemple régulièrement les articles 494 et 495 du Code pénal (qui interdisent l'incitation à commettre des crimes) pour poursuivre des dissidents politiques et des défenseurs des droits de l'homme qui exercent leur droit à la liberté d'expression. Au cours de l'année écoulée, des membres de l'opposition politique ont aussi été accusés de manière discutable de fraude ou de falsification, y compris de malversations concernant des documents essentiels¹¹.

15. Un dédale de lois inutiles donne aux autorités un pouvoir excessif dont il se sert pour restreindre les droits civils et politiques, en violation du Pacte international relatif aux droits

⁸ Voir aussi <https://unsdg.un.org/sites/default/files/2023-11/The%20United%20Nations%20Sustainable%20Development%20Cooperation%20Framework%20for%20Cambodia%202024-2028%20.pdf>, p. 16.

⁹ Voir <https://mfaic.gov.kh/files/uploads/1XK1LW4MCTK9/EN%20PENTAGONAL%20STRATEGY%20-%20PHASE%20I.pdf>.

¹⁰ Par exemple, voir <https://www.ohchr.org/en/press-releases/2024/04/cambodia-must-end-harassment-human-rights-defenders-un-experts>.

¹¹ Par exemple, le Vice-Président du Parti de la bougie a fait l'objet de poursuites à cet égard ; voir <https://thediplomat.com/2023/10/cambodian-court-sentences-opposition-figure-to-3-years-prison/>.

civils et politiques, auquel le Cambodge est partie¹². La loi sur les associations et les organisations non gouvernementales, la loi nationale relative aux situations d'urgence, les nombreuses lois relatives aux médias et les dispositions du Code pénal sont ainsi utilisées pour faire taire les critiques. Les projets de lois de nature contraignante, tels que la proposition de loi sur la cybercriminalité et le projet de loi sur l'ordre public, doivent être réexaminés de manière transparente. Malheureusement, le pouvoir judiciaire a été un rouage essentiel dans l'instrumentalisation des mesures mentionnées plus haut. Au lieu de se justifier en répétant tel un mantra que tout est fait conformément à la loi (nationale), le système judiciaire et ses partenaires doivent absolument faire l'objet de réformes visant à améliorer le respect des principes du droit international.

C. Problèmes particuliers dans le domaine du développement

16. Le Rapporteur spécial a déjà examiné dans ses précédents rapports des questions concernant des groupes particuliers ; il fournit ci-dessous des informations actualisées sur des sujets de préoccupation relatifs au développement.

17. En ce qui concerne les enfants, l'événement le plus notable est l'élaboration d'un projet de loi sur la protection de l'enfance, qui marquera une rupture ; ce projet de loi prévoit l'interdiction générale des châtiments corporels, y compris dans le cadre familial. Il sera complété par un nouveau code visant à protéger les enfants des violences et de l'exploitation en ligne¹³. Cependant, les inégalités, l'injustice et la violence restent omniprésentes et doivent être combattues plus efficacement. Par exemple, les enfants bénéficient d'un large accès à l'enseignement primaire, conformément aux cibles fixées par les objectifs de développement durable, mais l'abandon scolaire est important (en particulier chez les garçons) et a été aggravé par la pandémie de COVID-19. De nombreuses violences physiques ou d'autre nature, notamment l'exploitation en ligne dans ses aspects les plus nouveaux, sont rapportées¹⁴. En outre, la participation des enfants et des jeunes est limitée par les restrictions de l'espace civique et politique mentionnées plus haut.

18. Par ailleurs, on craint que l'adoption d'enfants cambodgiens à l'étranger ne soit à nouveau autorisée, malgré un moratoire concernant cette pratique¹⁵. Ce moratoire avait été adopté en raison notamment de l'opacité des pratiques de transfert d'enfants à l'étranger. À cet égard, de nombreux membres de la société civile ont dénoncé l'assouplissement des mesures de protection des enfants contre les violences et l'exploitation.

19. La gestation pour autrui, souvent liée à la pratique consistant à engager des femmes au Cambodge pour qu'elles donnent naissance à un enfant de père étranger, est un autre sujet de préoccupation. Actuellement, la prévention de cette pratique relève de la loi de lutte contre la traite des personnes¹⁶. Malheureusement, en application de cette loi, les mères porteuses sont poursuivies pour avoir fourni de tels services. Le pays devrait adopter une loi contre ces mauvaises pratiques, en particulier les pratiques de marchandisation, afin de prévenir la discrimination à l'égard des femmes concernées, de les traiter humainement et de leur apporter une protection, pour éviter qu'elles fassent l'objet de poursuites pénales et soient marginalisées.

20. En ce qui concerne la question du handicap, le pays a modifié sa loi sur le handicap afin de tenir compte des demandes de mise en place d'un système de gestion inclusif et de mesures de protection sociale plus accessibles et plus étendues, conformément à la Convention relative aux droits des personnes handicapées. Cette loi devrait être renforcée et prévoir davantage d'équipements et de mesures d'adaptation afin de pouvoir répondre aux

¹² Voir aussi les recommandations les plus récentes du Comité des droits de l'homme adressées au Cambodge au titre du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (CCPR/C/KHM/CO/3).

¹³ Voir

<https://www.unicef.org/cambodia/media/7751/file/Cambodian%20Child%20Online%20Protection%20Guidelines.pdf>.

¹⁴ Voir <https://opendevelopmentcambodia.net/category/family-children-and-youth/>.

¹⁵ Voir <https://cambojanews.com/civil-society-groups-call-for-halt-to-foreign-adoptions-of-cambodian-children/>.

¹⁶ Voir <https://www.nytimes.com/2022/11/26/world/asia/surrogacy-cambodia.html>.

demandes d'aménagement raisonnable. Il est essentiel d'améliorer la façon dont les personnes ayant un handicap psychosocial sont traitées et de garantir une approche humaine et communautaire, respectueuse des droits de ces personnes et fondée sur l'autonomie, la non-discrimination et la non-violence.

21. En ce qui concerne les minorités, les difficultés rencontrées par la minorité vietnamienne et les Khmers-Krom dans la réalisation des droits de l'homme fondamentaux sont particulièrement préoccupantes. Le problème de l'enregistrement des naissances est notamment récurrent. Une nouvelle loi sur l'enregistrement des naissances prévoit l'universalité et permettra ainsi un enregistrement facile et complet des naissances des personnes appartenant à des minorités, conformément à la Convention relative aux droits de l'enfant, à laquelle le pays est partie¹⁷. La prochaine étape concernera l'accès à la nationalité ; il s'agira de garantir que les enfants nés au Cambodge sans avoir de nationalité se voient accorder la nationalité cambodgienne.

22. Parallèlement, il est demandé au pays de respecter les droits des peuples autochtones, notamment en ce qui concerne les droits fonciers coutumiers et les ressources connexes. Les incidences que pourrait avoir le nouveau code de l'environnement et des ressources naturelles, qui regroupe diverses lois sur l'environnement, sont un sujet de préoccupation croissante¹⁸. La législation ne reconnaît pas le droit des peuples autochtones d'accéder à leurs forêts communautaires, de les protéger et de les surveiller. Les terres traditionnelles autochtones ont été envahies par des acteurs représentant de nouveaux intérêts commerciaux, parfois corrompus, ce qui a porté atteinte au droit de propriété des peuples autochtones sur leurs terres. À cet égard, il est important de respecter le principe du consentement préalable, libre et éclairé dans toutes les négociations liées à la réinstallation des communautés autochtones.

23. Un certain nombre de défenseurs de l'environnement et des droits des peuples autochtones ont été harcelés, détenus ou poursuivis pour avoir tenté de protéger des terres et les ressources forestières ou autres liées à ces terres¹⁹. Dans le contexte du mouvement mondial visant à réduire le réchauffement planétaire et à lutter contre les changements climatiques, la politique et les programmes du pays dans ce domaine devraient viser à respecter les peuples autochtones, en tant que gardiens des terres et des forêts.

24. Au cours de la période considérée, un certain nombre de problèmes sont apparus dans les domaines économique, social et culturel, ce qui a parfois eu des conséquences pour l'élaboration et l'application des lois, ainsi que pour les mesures de lutte contre la criminalité. De nombreux cas de formes récentes de traite des personnes ont été recensés, en particulier des cas de fraude ou d'escroquerie en ligne, dans lesquels des nationaux d'autres pays ont été frauduleusement incités à venir au Cambodge, où ils ont été contraints d'attaquer d'autres personnes en ligne²⁰. Certains sont victimes de violences s'ils n'escroquent pas d'autres personnes comme l'exigent les trafiquants. On a observé un renforcement de la coopération en matière de lutte contre ces activités criminelles entre les forces de l'ordre et d'autres services.

25. Les personnes qui se font piéger pour escroquer d'autres personnes devraient être considérées comme des victimes au lieu d'être incriminées comme des immigrants illégaux dans le pays de destination ou comme des émigrants illégaux dans leur pays d'origine. Elles ont besoin d'une évaluation transparente de leur situation, au moyen de procédures de détection efficaces, et d'un soutien adéquat, notamment au cours de leur récupération et de leur retour.

¹⁷ Voir <https://www.ohchr.org/fr/news/2022/05/experts-committee-rights-child-praise-cambodia-policies-protecting-childrens-rights>.

¹⁸ Voir https://data.opendevelopmentcambodia.net/laws_record/royal-kram-no-0623-007-on-environment-and-natural-resources-code.

¹⁹ Voir <https://www.amnesty.org/fr/latest/press-release/2021/05/cambodia-outrageous-conviction-of-five-environmental-activists-must-be-overturned/>.

²⁰ Voir <https://thediplomat.com/2024/04/cambodias-cyber-slavery-trafficking-denials-reflect-official-complicity-experts-say/>.

26. Par ailleurs, les relations employés-employeur ont continué d'être mises à l'épreuve par des manifestations contre les licenciements abusifs. Une importante dirigeante syndicale est toujours en prison. Les travailleurs migrants cambodgiens à l'étranger ne peuvent pas exercer leur droit de vote depuis le pays où ils se trouvent, car il existe toujours un vide juridique en la matière.

27. Le système de justice pénale reste une préoccupation majeure²¹. Le pays devrait abandonner la détention provisoire au profit de mesures non privatives de liberté, permettre la libération sous caution, en particulier des personnes pauvres et des dissidents, décider de moyens communautaires de substitution pour traiter les affaires de drogue, permettre un contrôle plus régulier du système pénitentiaire et des autres établissements de détention et améliorer les établissements de justice pour mineurs afin de permettre aux personnes de moins de 18 ans de bénéficier d'une réadaptation communautaire et de la discipline positive.

28. Au niveau institutionnel, la question de la nécessité de créer une commission nationale des droits de l'homme est toujours à l'étude. Il existe un projet de loi à ce sujet depuis un certain temps, mais une partie de la société civile n'est pas encore convaincue qu'une telle commission, si elle est mise en place, sera en mesure d'aboutir à des résultats, de s'opposer à la cooptation par l'élite dirigeante et de respecter les Principes concernant le statut des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme (Principes de Paris)²² pour remplir les critères d'indépendance, de pluralisme et d'efficacité.

29. Enfin, la question de la réinstallation forcée de divers groupes depuis des terres liées au site archéologique d'Angkor a été largement étudiée²³. Site du patrimoine mondial, Angkor est protégé par le secrétariat du Comité du patrimoine mondial, sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). En outre, un comité de coordination international, qui comprend des experts internationaux indépendants, contribue à la surveillance de la situation, avec le soutien de la communauté internationale. La réinstallation de différents groupes vers deux nouveaux sites mis en place par les autorités cambodgiennes fait l'objet d'un débat. Bien que cette question soit déjà traitée par l'UNESCO et par le Comité du patrimoine mondial, il convient de souligner l'importance d'une négociation et d'un dialogue respectueux et pacifiques, fondés sur le principe du consentement préalable, libre et éclairé et visant à éviter toute réinstallation forcée. Le Comité du patrimoine mondial, qui doit se réunir mi-2024 pour examiner ces questions, pourrait contribuer à la mise en place de mesures inclusives, tenant compte des droits de l'homme. En outre, la création d'un mécanisme d'experts indépendants, chargé d'examiner le processus dans le cadre d'une stratégie de rapprochement, pourrait être envisagée.

III. Espoirs dans le domaine électoral

30. Dans son précédent rapport, le Rapporteur spécial a donné des informations détaillées sur les élections communales de 2022²⁴, remportées par le parti au pouvoir, le Parti populaire cambodgien, qui avait obtenu 9 000 sièges ; le Parti de la bougie, principal parti d'opposition, avait pour sa part obtenu 2 000 sièges²⁵.

31. Au cours de la période considérée, ont eu lieu les élections à l'Assemblée nationale, en juillet 2023, les élections au Sénat, en février 2024, et les élections aux niveaux de la capitale et des provinces et des municipalités, des districts, des villes et des conseils (khans), en mai 2024. Le scrutin était direct pour les élections à l'Assemblée nationale et indirect dans le cas des deux autres élections ; cela signifie que les personnes déjà élues au niveau des communes ou de l'Assemblée nationale ont eu le droit de voter pour les candidats au Sénat et pour les candidats aux élections aux niveaux de la capitale et des provinces et des

²¹ Voir <https://www.phnompenhpost.com/national/judiciary-planning-campaign-of-reform>, par opposition à <https://www.hrw.org/news/2020/06/03/cambodias-proposed-criminal-justice-reforms-should-go-further>.

²² Voir aussi <https://ganhri.org/paris-principles/>.

²³ Voir aussi <https://whc.unesco.org/fr/list/668/>.

²⁴ A/HRC/54/75.

²⁵ Voir <https://english.news.cn/asiapacific/20220606/ae1a23b5ed644bf8a61c82cf25d20c70/c.html>.

municipalités, des districts, des villes et des conseils. À la date d'élaboration du présent rapport, les résultats du quatrième tour des élections de mai 2024, étaient provisoires ; ces résultats pourraient donc être ajustés dans le prochain rapport, après qu'ils auront été totalement confirmés par la Commission électorale nationale.

32. Les résultats sont les suivants²⁶ :

a) Les 125 sièges de l'Assemblée nationale ont été remportés majoritairement par des candidats du Parti populaire cambodgien, qui a obtenu 120 sièges ; le Front uni national pour un Cambodge indépendant, neutre, pacifique et coopératif (FUNCINPEC) a remporté les 5 sièges restants ;

b) Le Sénat compte 62 sénateurs, dont 58 sont élus au suffrage indirect comme décrit plus haut ; l'Assemblée nationale et le Roi ont le pouvoir de désigner les 4 sénateurs restants. 55 sièges ont été remportés par le Parti populaire cambodgien et 3 par le Parti khmer de la volonté. Par la suite, l'ancien Premier Ministre, père de l'actuel Premier Ministre, est devenu Président du Sénat ;

c) Aux élections aux niveaux de la capitale et des provinces et des municipalités, des districts, des villes et des conseils (khans), le Parti populaire cambodgien a remporté la majorité des près de 4 200 sièges à pourvoir, au suffrage indirect. Les résultats provisoires sont les suivants : aux élections au niveau de la capitale et des provinces, le Parti populaire cambodgien a obtenu 504 sièges, le Parti khmer de la volonté, 47, et le nouveau Parti du pouvoir de la nation, 8. Sur les 3 641 sièges à pourvoir au niveau des municipalités, des districts, des villes et des conseils (khans), le Parti populaire cambodgien en a remporté 3 257 et le Parti khmer de la volonté, 312 ; les 72 sièges restants ont été répartis entre le Parti du pouvoir de la nation, le Front uni national pour un Cambodge indépendant, neutre, pacifique et coopératif et le Parti uni national khmer.

33. Au fond, les résultats de l'ensemble des trois élections étaient presque acquis d'avance, en raison du contrôle systémique exercé par le parti au pouvoir sur le processus électoral avant, pendant, et après les élections, dans le contexte d'un rétrécissement de l'espace civique et politique avant, pendant, et après les élections. Ainsi, les élections qui ont eu lieu en 2023 et 2024 ont été loin d'être libres et équitables, ce qui est inquiétant.

34. Les élections qui ont eu lieu en 2023 et 2024 ont été entravées par un certain nombre de contraintes.

35. Premièrement, les élections nationales de 2023 se sont déroulées dans un contexte miné par la répression de l'opposition politique. Avant le jour du scrutin, les autorités ont refusé, dans des circonstances suspectes, d'enregistrer le Parti de la bougie pour les élections, excluant ainsi le principal parti d'opposition. Elles ont exigé que ce parti fournisse l'original de son acte d'enregistrement en tant que parti politique (qui n'a pu être retrouvé), alors qu'il avait pu participer aux élections communales de 2022 sans fournir ce document. Cet épisode a rappelé le déni de droit de 2017, avant les élections nationales de 2018. Le Parti du sauvetage national du Cambodge, prédécesseur du Parti de la bougie, avait alors été dissous par décision de justice pour avoir menacé l'unité nationale, au prétexte d'une réforme législative tendancieuse, et ses principaux dirigeants avaient été frappés d'une interdiction de participation aux élections pendant cinq ans²⁷. Par conséquent, l'opposition n'avait pu participer aux élections de 2018. Le Parti populaire cambodgien avait remporté la totalité des 125 sièges de l'Assemblée nationale, s'affirmant ainsi comme le parti unique, dominant l'ensemble du système politique.

36. Deuxièmement, avant les élections, les autorités ont modifié la loi électorale pour interdire toute incitation à influencer sur le processus électoral, à savoir toute incitation à ne pas

²⁶ Voir aussi <https://www.nec.gov.kh/english/> et <https://data.opendatacambodia.net/dataset/results-on-the-national-assembly-s-election-2023>. Pour une analyse de ces résultats, voir <https://www.reuters.com/world/us-pauses-some-aid-imposes-visa-bans-after-neither-free-nor-fair-cambodia-2023-07-24/>.

²⁷ En 2017, l'Assemblée nationale cambodgienne a adopté deux modifications de la loi sur l'enregistrement des partis politiques, permettant aux autorités de dissoudre des partis politiques et d'interdire à leurs dirigeants toute activité politique.

voter ou à détruire le bulletin de vote²⁸. Cette modification a ajouté une nouvelle couche inutile aux dispositions du droit pénal sur l'incitation, déjà largement utilisées pour réprimer les opposants au pouvoir en place. La nouvelle loi a entravé la campagne politique des différents partis politiques qui souhaitaient une pluralisation du système politique et a enrayé les progrès vers une démocratie libérale. La loi électorale a également été modifiée pour interdire aux personnes qui n'avaient pas voté aux deux élections précédentes de se porter candidates²⁹.

37. Troisièmement, des détenteurs de droits et acteurs politiques clefs, tels que des dirigeants de l'opposition et des représentants de la société civile, ont été arrêtés, poursuivis et détenus, subissant parfois des agressions verbales ou physiques, avant, pendant ou après les élections nationales, ce qui les a empêchés de prendre part aux élections et à la période postélectorale, qui se sont avérées exclusives et non inclusives. Nombre de détenteurs de droits et d'acteurs politiques sont en exil à l'étranger. Trois médias en ligne ont été suspendus à l'approche de la tenue des élections nationales³⁰.

38. Quatrièmement, les membres de la Commission électorale nationale, chargée d'organiser les élections, étaient et sont connus pour avoir des liens étroits avec l'élite au pouvoir, ce qui révèle une asymétrie contraire à l'équité. Ils font partie de la strate collégiale qui sous-tend le pouvoir et contrôle tous les piliers de l'État – exécutif, législatif et judiciaire.

39. Cinquièmement, le principal parti politique, au pouvoir depuis longtemps, a de nouveau remporté les élections en juillet 2023, faute d'opposition viable. Ainsi, les élections récentes ont presque été une répétition des élections nationales de 2018, lorsque le parti au pouvoir avait remporté la totalité des 125 sièges. Comme indiqué plus haut, les résultats des élections de 2018 ont été dus principalement à la radiation/dissolution en 2017 par une intervention judiciaire du Parti du sauvetage national du Cambodge, alors principal parti d'opposition, dans des circonstances suspectes. Des pressions auraient aussi été exercées sur les membres du Parti de la bougie au niveau des communes et aux autres niveaux pour qu'ils votent pour le parti au pouvoir ou changent de camp à l'approche des élections de 2023 et 2024³¹.

40. Malgré la présence d'un corps d'observateurs électoraux sur le terrain le jour du scrutin (sachant que l'Organisation des Nations Unies a refusé de participer à l'observation), les résultats des élections cambodgiennes devraient être considérés de manière critique. Il est judicieux de faire un bilan de ce qui s'est passé le jour du scrutin, mais également au cours des périodes qui ont précédé et suivi ces élections. La conduite des élections incite à établir une classification de l'échiquier électoral qui soit systémique et qualitative, et non superficielle et quantitative. Les espoirs qu'avait suscités la perspective des trois élections ont été clairement déçus compte tenu des lacunes observées sur le plan politique.

IV. Droits des femmes

41. Le Cambodge est partie à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. On trouvera sur le site Web du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes les recommandations que ce dernier a formulées concernant ce pays³². Le titulaire du mandat a également reçu, en réponse à sa demande publique d'information, plusieurs contributions fort utiles, dont il remercie vivement les auteurs et qu'il garde à l'esprit, mais précise en toute humilité que, compte tenu

²⁸ Quatre lois électorales ont été modifiées, notamment la loi sur l'élection des députés de l'Assemblée nationale, qui prévoit des amendes allant de 5 à 20 millions de riel (environ 1 250 à 5 000 dollars É.-U.) pour les personnes qui « incitent » à ne pas voter.

²⁹ Voir <https://www.khmertimeskh.com/501314294/cambodian-national-assembly-endorses-election-law-changes/>.

³⁰ Voir <https://rsf.org/fr/cambodge-verrouillage-inique-des-m%C3%A9dias-ind%C3%A9pendants-%C3%A0-quelques-jours-des-%C3%A9lections-nationales>.

³¹ Voir <https://www.hrw.org/news/2024/04/03/cambodia-threats-bribes-tainted-senate-elections>.

³² CEDAW/C/KHM/CO/6. Voir aussi Kann Vicheika, « Reflection: 30 years of women in Cambodian politics », Heinrich Böll Foundation, 20 décembre 2023, disponible à l'adresse suivante : <https://www.boell.de/en/2023/12/20/reflection-30-years-women-cambodian-politics>.

des restrictions relatives à la longueur des documents, il n'a pas pu se référer à chacune d'elles de manière détaillée.

42. Dans l'ensemble, le pays a accompli des progrès notoires s'agissant de la question des droits des femmes, dans plusieurs domaines. Selon un rapport de l'ONU, l'indice d'égalité de genre s'est globalement amélioré, passant de 0,679 en 1990 à 0,461 en 2023 (l'indice 1 représente le plus haut niveau d'inégalité, l'indice 0 l'égalité parfaite)³³, ce qui place le pays au 116^e rang sur 170 à cet égard³⁴. Le Gouvernement, qui a adopté la « stratégie pentagonale », plan national de développement conforme aux objectifs de développement durable, applique également d'autres plans stratégiques visant à promouvoir l'avancement des femmes, dont le plus récent, Neary Rattanak VI, couvre la période de 2024 à 2028 et met l'accent sur l'autonomisation des femmes et l'entrepreneuriat³⁵. Outre le Ministère des affaires féminines, d'autres mécanismes institutionnels soutiennent l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes, notamment le Conseil national cambodgien pour les femmes.

43. On trouvera ci-après une évaluation des droits des femmes s'agissant de la participation à la vie politique, à la vie économique, à la vie socioculturelle et aux domaines connexes, ainsi que d'autres perspectives de participation.

A. Participation à la vie politique et aux domaines connexes

44. Les récentes élections montrent qu'à l'évidence, la participation des femmes est très limitée au sommet du système politique, qui reste clairement dominé par des hommes. Dans ces cercles exclusifs de pouvoir, ce sont généralement les femmes proches de l'élite politique, et non celles évoluant à sa marge, qui ont davantage accès aux rôles du pouvoir. Les obstacles politiques, auxquels s'ajoutent les obstacles socioéconomiques et culturels, sont inextricablement liés à une intersectionnalité négative, qui se nourrit de multiples inégalités. Le pays a grand besoin d'une libéralisation politique, stimulée par la pluralisation de l'espace civique et politique et associée à une ouverture des cercles socioéconomiques et culturels.

45. Les faits parlent d'eux-mêmes : au sommet du système politique, la participation des femmes est limitée.

46. L'Assemblée nationale ne compte actuellement que 16 femmes sur 125 députés, ce qui, en pourcentage, représente une baisse par rapport aux précédentes élections, tenues en 2018 (voir le tableau 1 ci-dessous). Le nombre total de femmes parlementaires a quant à lui augmenté, passant à 27, soit 22 % des 123 sièges (élections de 2008) (voir la comparaison au tableau 3)³⁶. Tous les élus sont proches de l'élite dirigeante. Fait notable, la présidence de l'Assemblée nationale est exercée par une femme. En revanche, dans le Gouvernement actuel, seuls trois postes (sur la trentaine qu'il compte) sont occupés par des femmes.

47. Après les élections sénatoriales de 2024, le Sénat ne compte plus que 11 femmes sur 62 sénateurs, soit une légère augmentation par rapport à 2018 (voir tableau 2 et le comparatif présenté au tableau 4).

48. Selon des informations reçues de sources fiables, les femmes ont obtenu 16,99 % des 559 sièges à pourvoir aux élections qui ont eu lieu en 2024 au niveau de la capitale et des provinces, et 19,22 % des 3 641 sièges à pourvoir aux récentes élections tenues au niveau des municipalités, des districts, des villes et des conseils (khans). Les résultats définitifs et ventilés des élections locales de mai 2024 n'ont pas encore été publiés.

³³ Voir https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/2024-03/undp_regional_human_development_report_cambodia_focus_english.pdf, p. 2.

³⁴ Ibid.

³⁵ Voir <https://www.khmertimeskh.com/501469701/ministry-launches-neary-rattanak-plan-for-next-five-years/>.

³⁶ Committee for Free and Fair Elections in Cambodia, « Women's participation in politics and 2008 National Assembly elections » (2009), p. 4, disponible à l'adresse suivante : <https://tile.loc.gov/storage-services/service/gdc/gdcovop/2013460091/2013460091.pdf>.

49. On trouvera au tableau 5 des statistiques concernant les élections communales de 2022. Les statistiques relatives aux autres élections locales de 2019 figurent dans les tableaux 6 et 7.

Tableau 1
Assemblée nationale

Sièges	2023	
	125 (en pourcentage)	
Femmes	16 ^a	(12,8 % du total)
Députés sortants	91	(72,8 % du total)
Députés nouvellement élus	34	(27,2 % du total)
Députées sortantes	11	(12,1 % des députés sortants)
Députées nouvellement élues	5	(14,71 % des députés nouvellement élus)

Source : Contributions de 2024.

^a 2018 : 13 femmes élues (10,4 % du total).

Tableau 2
Sénat

Sièges	2024	
	62	
Femmes	11 ^a	(17,7 % du total)
Sénateurs sortants	35	(56,5 % du total)
Sénateurs nouvellement élus	27	(43,5 % du total)
Sénatrices sortantes	5	(14,29 % des sénateurs sortants)
Sénatrices nouvellement élues	6	(22,22 % des sénateurs nouvellement élus)

Source : Contributions de 2024.

^a 2019 : 9 femmes élues (14,5 % du total).

Tableau 3
Participation des femmes aux processus électoraux (données ventilées par genre)
(Élections à l'Assemblée nationale)

Année	Députés élus	
	Femmes (en pourcentage)	Hommes (en pourcentage)
1993	6	94
1998	11	89
2003	20	80
2008	21,1	78,9
2013	20,33	79,67
2018	20,8	79,2
2023	12,8	87,2

Source : Contributions de 2024.

Tableau 4

Participation des femmes aux processus électoraux (données ventilées par genre)

(Élections sénatoriales)

Année	Sénateurs élus	
	Femmes (en pourcentage)	Hommes (en pourcentage)
1999	14,8	85,2
2006	14,8	85,2
2012	14,8	85,2
2018	12,61	87,39
2024	12,61	87,39

Source : Contributions de 2024.

Tableau 5

Participation des femmes aux processus électoraux (données ventilées par genre)

(Élections communales)

Année	Conseillers communaux élus	
	Femmes (en pourcentage)	Hommes (en pourcentage)
2002	8	92
2007	14,64	85,36
2012	17,9	82,1
2017	18,8	81,2
2022	22	78

Source : Contributions de 2024.

Tableau 6

Participation des femmes aux processus électoraux (données ventilées par genre)

(Élections au niveau de la capitale et des provinces)

Année	Représentants élus	
	Femmes (en pourcentage)	Hommes (en pourcentage)
2009	10	90
2014	13,2	86,8
2019	16,8	83,2
2024	Résultats non encore disponibles	Résultats non encore disponibles

Source : Contributions de 2024.

Tableau 7

Participation des femmes aux processus électoraux (données ventilées par genre)

(Élections au niveau des municipalités, des districts, des villes et des conseils (khans))

Année	Représentants élus	
	Femmes (en pourcentage)	Hommes (en pourcentage)
2009	12,68	87,32
2014	13,9	86,1
2019	17,4	82,6
2024	Résultats non encore disponibles	Résultats non encore disponibles

Source : Contributions de 2024.

50. En ce qui concerne les femmes occupant d'autres postes de responsabilité, notamment dans l'administration et le système judiciaire, l'observation suivante, tirée d'un rapport de 2022 de l'ONU intitulé « Gender Equality Deep-Dive for Cambodia », convient d'être soulignée³⁷ :

Dans le système cambodgien de représentation proportionnelle, les partis politiques sont les gardiens de l'accès aux fonctions électives. Les femmes seront mieux représentées lorsqu'un plus grand nombre d'entre elles occuperont des postes plus élevés dans l'organigramme des partis. Aucun quota n'oblige les partis à garantir une représentation minimale des femmes et, bien qu'ils aient leurs propres politiques, « l'égalité » semble être interprétée comme visant une représentation de 25 ou 30 %, objectif qui est rarement atteint. La raison la plus souvent invoquée est l'absence de femmes « compétentes » et suffisamment déterminées (c'est-à-dire débarrassées de leurs responsabilités familiales). Comme l'ont indiqué des femmes autochtones, les conséquences de l'inégalité deviennent les motifs d'exclusion des femmes. Il est difficile de modifier les politiques et les stratégies des partis, car les femmes sont largement sous-représentées dans les postes de responsabilité au sein des partis³⁸.

51. Dans le rapport susmentionné, il est également indiqué, au sujet des femmes qui exercent d'autres responsabilités, qu'elles occupent, au sein du Gouvernement, environ 16 % des postes de pouvoir, qui vont de secrétaire d'État adjoint à vice-première ministre. Si, au niveau local, la représentation des femmes s'est également améliorée, elle reste globalement très faible. Par exemple, une seule femme occupe le poste de gouverneur de province sur les 25 que compte le pays, et seuls 8 % des responsables de l'administration communale sont des femmes. Les femmes occupent 17 % des sièges au niveau des provinces, des municipalités, des districts, des villes et des conseils (khans), et seulement 14 % des sièges au niveau des communes et des sangkats³⁹.

52. Selon des informations plus récentes, la représentation des femmes se serait peut-être légèrement améliorée, par exemple en ce qui concerne les postes de secrétaire d'État et de secrétaire d'État adjointe, où elle serait passée, de 1998 à 2022, respectivement de 6 % à 15 % et de 4 % à 16 %. La direction de la Banque nationale du Cambodge est exercée par une gouverneure et la Cour nationale des comptes est présidée par une femme. En 2024, cinq ambassadrices représenteraient le Cambodge dans une trentaine d'ambassades et de missions à l'étranger⁴⁰.

53. En 2021, les femmes, qui représentaient 15,5 % des juges⁴¹, 14,3 % des procureurs et 24,4 % des greffiers, étaient peu présentes dans l'appareil judiciaire et les services connexes d'application de la loi⁴². En 2019, elles représentaient environ 25,1 % des avocats exerçant à temps plein en 2022 et environ 8 % des fonctionnaires de police⁴³.

54. La rareté des femmes à divers postes clefs atteste de leur participation limitée dans les cercles du pouvoir et réduit la sensibilité aux questions de genre et la prise en compte de ces questions dans un système politique et juridique dominé par les hommes. Des mesures

³⁷ Voir https://cambodia.un.org/sites/default/files/2022-03/Gender%20Deep%20Dive%20-%20CCA%20Cambodia_V6_010322_LQ.pdf.

³⁸ Ibid., par. 34.

³⁹ Ibid.

⁴⁰ Voir <https://www.phnompenhpost.com/opinion/examining-cambodia-s-challenges-and-strides-in-gender-equality>.

⁴¹ Ministère de la fonction publique, « Gender newsletter », 1^{er} décembre 2022, disponible à l'adresse suivante : <https://www.mcs.gov.kh/wp-content/uploads/2023/03/ព្រឹត្តិបត្រស៊ីមាសយេនឌ័ររបស់ព្រះរាជាណាចក្រកម្ពុជា-ឆ្នាំ២០២២-1.pdf> (en khmer).

⁴² The Bar Association of the Kingdom of Cambodia, « Statistics of lawyers », 3 août 2022, disponible à l'adresse suivante : <https://www.bakc.org.kh/index.php/km/2020-02-02-04-06-24> (en khmer).

⁴³ Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL), Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) et Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), « Women in law enforcement in the ASEAN region » (2020), p. 8, disponible à l'adresse suivante : <https://asiapacific.unwomen.org/sites/default/files/Field%20Office%20ESEAsia/Docs/Publications/2020/08/Women%20in%20Law%20Enforcement%20in%20the%20ASEAN%20Region%20Summary.pdf>.

spéciales sont indispensables si l'on veut stimuler la participation des femmes dans les lieux de pouvoir. Le présent rapport compte quelques recommandations, formulées sur la base des réponses reçues par le Rapporteur à son appel public à l'information.

B. Participation à la vie économique et aux domaines connexes

55. La contribution des femmes à l'économie formelle et informelle est considérable. Selon la Banque mondiale, les femmes représentaient environ 47 % de la population active en 2022⁴⁴. En 2023, leur taux d'activité était de 69,5 %, tandis que celui des hommes s'élevait à 82,4 %⁴⁵.

56. Les femmes possèdent environ 60 % des petites et moyennes entreprises du pays⁴⁶.

57. En revanche, les grandes entreprises et les actifs qui y sont liés sont détenus par des hommes. Comme dans d'autres pays, la triple charge assumée par les femmes, à savoir le travail à l'extérieur du foyer, le travail domestique et l'éducation des enfants, est invisible sur le plan statistique et mériterait d'être plus largement reconnue.

58. Selon des informations de 2023, en 2021, environ 38,3 % de la main-d'œuvre féminine totale travaillait dans le secteur agricole, environ 37,5 % dans le secteur des services et environ 24,3 % dans le secteur industriel. Sur les quelque 4 339 000 femmes employées en 2021, moins de 1 %, soit environ 27 000 d'entre elles, occupait un poste de responsabilité, contre 1,3 % de leurs homologues masculins (environ 59 000). Environ 1 444 000 femmes travaillent comme ouvrières qualifiées dans le secteur de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche, 1 117 000 comme employées dans les services et la vente et 921 000 comme artisanes et travailleuses assimilées. Dans l'industrie, la majorité des femmes est employée dans le secteur de la confection, qui est l'un des secteurs les plus importants du pays et un des principaux moteurs de croissance de l'économie cambodgienne. Avant la pandémie, ce secteur employait environ 900 000 personnes, dont 80 % de femmes⁴⁷.

59. La participation des femmes est notamment entravée par le fossé qui sépare ceux qui contrôlent l'économie et ceux qui évoluent à sa marge, ainsi que par les disparités entre les zones urbaines et rurales. En outre, de nombreuses femmes contractent des prêts, ce qui entraîne un endettement massif dans le secteur de la microfinance. Pour remédier à ce problème, il faudrait prendre des mesures d'allègement de la dette qui tiennent compte des questions de genre, renforcer les connaissances techniques permettant aux femmes de faire face à l'endettement et lutter contre les pratiques de prêt prédatrices.

60. L'écart de rémunération est également omniprésent, puisqu'en moyenne, les hommes gagnent environ 19 % de plus que les femmes pour un travail de valeur égale⁴⁸. Alors que, dans le cadre de sa nouvelle stratégie de protection sociale, le Gouvernement cherche à cibler davantage les femmes, il n'existe aucun dispositif de congé de paternité qui permettrait aux femmes et aux hommes de s'occuper à égalité des enfants. On observe en outre, au moment où le monde est en pleine transition numérique, un important déficit de compétences qui nécessite d'encourager les dispositifs de perfectionnement et de reconversion, d'accroître la représentation des femmes aux postes de décision et de résoudre les difficultés d'accès aux mesures d'incitation à l'entrepreneuriat. Si le droit du travail protège les femmes contre le harcèlement sexuel, des données supplémentaires sont nécessaires pour évaluer la situation sur le lieu de travail et dans les contextes qui y sont associés.

61. Le Gouvernement entend s'attaquer aux problèmes rencontrés par les femmes en renforçant les programmes de promotion de l'égalité des genres, en donnant aux femmes les

⁴⁴ Voir

https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SL.TLF.TOTL.FE.ZS?locations=KH&_gl=1*q5cezl*_gcl_au*MzE1NjM5NTY2LjE3MjMxMDAyNzQ.

⁴⁵ Voir <https://genderdata.worldbank.org/en/economies/cambodia>.

⁴⁶ Voir <https://www.care-cambodia.org/unleashing-her-potential-empowering-women-entrepreneurs-in-cambodia/>.

⁴⁷ Voir <https://opendevelopmentcambodia.net/topics/women-in-development/>.

⁴⁸ Voir <https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/migration/kh/Gender-Wage-Gap-in-Cambodia.pdf>.

moyens d’agir dans les domaines de l’économie, de l’éducation, de la santé et du leadership afin de tirer parti des avantages procurés par l’égalité des genres, de créer des conditions favorables pour elles-mêmes, d’exercer leur droit de prendre des décisions en matière de santé et leur droit à la planification familiale, de réduire leur vulnérabilité à la violence fondée sur le genre exercée contre elles et contre les filles, et de promouvoir les relations intergénérationnelles⁴⁹.

62. Les problèmes énoncés ci-dessus sont pris en compte dans les nouveaux plans de développement adoptés au niveau national, dont les mesures, plus efficaces et plus inclusives, doivent viser à améliorer la participation des femmes à la vie économique à tous points de vue.

C. La participation à la vie socioculturelle et aux domaines connexes

63. Sur le plan socioculturel, le rôle moteur que jouent les femmes dans l’évolution de la société est primordial. Les vestiges du passé et les stéréotypes de genre empêchent toutefois les femmes d’aller de l’avant. Ainsi, les codes traditionnels *Chbab Srei* et *Chbab Proh* prônent respectivement une image de la femme qui prend soin d’elle et de son foyer, et celle de l’homme qui assume le rôle de chef de famille et de protecteur⁵⁰. Si les droits des femmes et les questions de genre occupent aujourd’hui une place plus importante, la société dominée par les hommes et les élites qui y sont liées continuent de chercher à imposer des normes patriarcales, comme en témoigne un projet de loi sur l’ordre public qui dispose que les femmes doivent s’habiller conformément aux prescriptions légales relatives aux tenues appropriées et prévoit des sanctions en cas de non-respect. Le mariage d’enfants, qui a des origines historiques, reste problématique. Quant au crime que constitue la traite d’enfants, il est en pleine expansion, tout comme celui de la marchandisation du travail sexuel.

64. Le Gouvernement a réussi à promouvoir l’accès à l’éducation dans plusieurs domaines, en réduisant fortement les disparités fondées sur le genre dans l’enseignement primaire et secondaire. Un plan d’intégration des questions de genre dans l’éducation a en outre été adopté pour la période 2021-2025⁵¹. Toutefois, force est de constater qu’il existe des inégalités d’apprentissage entre les filles et les garçons, lesquels accusent un retard en matière d’éducation. Dans l’enseignement supérieur, si l’on est proche de la parité entre les femmes et les hommes au niveau du premier cycle, les étudiantes sont moins nombreuses en troisième cycle. En matière d’éducation, les statistiques de la Banque mondiale révèlent d’autres informations :

- En 2022, 67,5 % des filles et 57,1 % des garçons achevaient leur premier cycle d’enseignement secondaire ;
- Au Cambodge, le taux d’alphabétisation des adultes est plus faible chez les femmes que chez les hommes⁵².

65. Il convient toutefois de noter que les possibilités d’accès des femmes à l’ensemble des fonctions et postes de responsabilité sont plus limitées, comme le montrent les données susmentionnées concernant la participation des femmes à la vie politique.

66. Le problème de la violence de genre touche l’ensemble de la société. Au Cambodge, une femme sur cinq a subi des violences physiques au moins une fois dans sa vie⁵³.

67. Selon la dernière enquête nationale sur la santé, 10 % des femmes âgées de 15 à 49 ans subissent des violences physiques depuis l’âge de 15 ans, et 3 % des violences sexuelles. Par ailleurs, 21 % des femmes ayant déjà été en couple ont subi des violences émotionnelles,

⁴⁹ Voir <https://www.khmertimeskh.com/501452361/cambodian-women-actively-participate-and-play-an-important-role-in-improving-family-and-social-life-says-pm/>.

⁵⁰ Voir https://cambodia.un.org/sites/default/files/2022-03/Gender%20Deep%20Dive%20-%20CCA%20Cambodia_V6_010322_LQ.pdf, p. 5.

⁵¹ Voir <https://planipolis.iiep.unesco.org/fr/node/7521>.

⁵² Voir <https://genderdata.worldbank.org/en/economies/cambodia>.

⁵³ Voir <https://untf.unwomen.org/en/stories/news/2024/04/driving-transformative-change-for-cambodian-women-and-girls>.

physiques ou sexuelles de la part de leur mari ou partenaire actuel ou le plus récent, et 13 % ont été soumises à de telles violences au cours des douze mois précédant l'enquête⁵⁴.

68. Si le Code pénal réprime, dans une certaine mesure, les violences sexuelles, les actes de cette nature tombent, pour l'essentiel, sous le coup de la loi de 2005 sur la prévention de la violence domestique et la protection des victimes⁵⁵, qui a suscité des critiques car elle laisserait trop de place à la médiation et à la conciliation, et ne prévoirait pas que les auteurs des faits soient traduits en justice. Sans que l'on puisse expliquer pourquoi, cette loi énonce les différentes mesures disciplinaires qui peuvent être prises à l'égard des épouses, mais n'envisage pas la légitime défense lorsque les femmes se protègent de la violence, ni ne fait mention, à aucun moment, de mesures de réadaptation tenant compte des questions de genre. La prudence s'impose également en ce qui concerne la nouvelle loi sur les modes de règlement extrajudiciaire des litiges ayant trait à la médiation ou à la conciliation, qui ne doit pas compromettre l'accès des victimes à la justice dans les affaires de violence fondée sur le genre⁵⁶. Les mécanismes de l'ONU préconisent une réforme de la loi de 2005⁵⁷ et le Ministère des affaires féminines évalue actuellement les avantages et inconvénients d'une approche plus ou moins stricte.

69. Par ailleurs, il manque toujours à la société cambodgienne une loi sur la reconnaissance de la diversité des identités de genre au sens large, qui autorise les mariages homosexuels et reconnaisse l'identité de genre, garantissant ainsi l'égalité de traitement des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes, et validant le statut de ces personnes dans le droit interne, sur la base du droit international⁵⁸. On gagnerait également à étudier plus avant la relation entre les femmes et les religions au Cambodge, compte tenu de la grande liberté de religion qui règne dans ce pays. Les femmes peuvent-elles, au même titre que les hommes, devenir moines et chefs spirituels, et leur contribution spirituelle a-t-elle le même poids que celle des hommes ?

D. Autres perspectives de participation

70. La participation des femmes en ce qui concerne la facilitation et la protection des droits humains doit être particulièrement saluée. Le Cambodge compte de nombreuses organisations non gouvernementales dirigées ou administrées par des femmes et de nombreuses femmes qui ont pris fait et cause pour la démocratie, les droits humains, la paix

⁵⁴ Voir <https://dhsprogram.com/publications/publication-FR377-DHS-Final-Reports.cfm>, p. 287.

⁵⁵ Voir <https://uat.asiapacificgender.org/resources/297>.

⁵⁶ Nouveau décret relatif au règlement extrajudiciaire des litiges (2023) ; voir <https://cambodia.oxfam.org/latest/stories/new-royal-decree-efficient-conflict-resolution> ; <https://ilawasia.com/national-authority-for-alternative-dispute-resolution-of-cambodia/>.

⁵⁷ Voir par exemple les recommandations du Comité des droits économiques, sociaux et culturels concernant la violence domestique (E/C/12/KHM/CO/2) :

« 34. Le Comité est préoccupé par l'ampleur de la violence familiale dans l'État partie et par l'absence de progrès dans la révision et la modification de la loi sur la prévention de la violence familiale, dont certaines dispositions empêchent les victimes d'avoir un accès suffisant à la justice (art. 10).

35. Le Comité recommande à l'État partie d'accélérer la révision et la modification de la loi sur la prévention de la violence familiale, en tenant compte des recommandations formulées par le Comité pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, au paragraphe 25 b) de ses dernières observations finales, et de la réponse de l'État partie à ce sujet. Il lui recommande de protéger toutes les victimes de violence fondée sur le genre, en leur garantissant un accès à la justice par des recours utiles leur permettant notamment d'obtenir réparation et d'être indemnisées, et en veillant à ce qu'elles aient un accès suffisant à des centres d'accueil à même de leur offrir une protection physique immédiate, des conseils juridiques et des soins médicaux et psychologiques. » Voir aussi les recommandations du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW/C/KHM/CO/6).

⁵⁸ Voir également la déclaration faite par l'Expert indépendant chargé de la question de la protection contre la violence et la discrimination liées à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre à l'issue de sa visite au Cambodge (10-20 janvier 2023), disponible à l'adresse suivante : <https://www.ohchr.org/en/press-releases/2023/01/cambodia-legal-recognition-lgbt-families-key-social-integration-says-un>.

et le développement durable. Malheureusement, celles qui sont considérées comme des opposantes au pouvoir paient souvent le plus lourd tribut aux manœuvres d'intimidation orchestrées par les plus hautes autorités. La faible présence des femmes dans les médias peut également restreindre davantage encore l'espace que les médias accordent à la prise en compte des questions de genre⁵⁹.

71. Au cours de la période considérée, le titulaire du mandat a, dans le cadre de ses déplacements et de ses lectures, rencontré de nombreuses femmes exemplaires qui sont déterminées à aider les autres. Il s'est réuni avec des représentantes de communautés autochtones, qui ont défendu leur rôle de gardiennes des forêts, et a été informé que des femmes courageuses de la communauté de Koh Kong et d'autres régions avaient été arrêtées alors qu'elles menaient des activités visant à protéger l'environnement. En outre, de nombreuses femmes résilientes étaient descendues dans la rue pour réclamer justice en matière de travail, notamment les « femmes du vendredi » qui manifestaient et protestaient contre les attaques lancées contre leurs proches par des agents de l'État. Plusieurs femmes sont toujours en prison en raison de leurs activités en faveur de la démocratie et des droits humains, notamment Chim Sithar, dirigeante syndicale, arrêtée et placée en détention pour son militantisme contre des groupes d'intérêt et accusée d'avoir enfreint les dispositions du Code pénal relatives à l'incitation, à savoir les articles 494 et 495⁶⁰ ; C. C., dirigeante de district du Parti de la bougie et membre du mouvement des femmes de ce parti, détenue depuis janvier 2024 pour falsification de documents publics, en application des articles 626, 627 et 629 du Code pénal⁶¹ ; N. S., membre du Parti de la bougie, détenue depuis novembre 2023 pour incitation, en application des articles 494 et 495 du Code pénal ; S., militante placée en détention provisoire et encourant jusqu'à deux ans de prison ; N. S., conseillère communale du Parti de la bougie, condamnée en mars 2023 par le tribunal municipal de Phnom Penh pour faux et usage de faux, en application des articles 626, 627 et 628 du Code pénal ; S., condamnée en même temps que 12 autres personnes pour avoir tenté de faire enregistrer le Parti national du cœur du Cambodge en tant que parti politique ; K. T., responsable de l'administration communale et membre du Parti du sauvetage national du Cambodge, condamnée par défaut en août 2022 pour incitation, en application des articles 494 et 495 du Code pénal ; Seng Theary, militante politique, reconnue coupable en juin 2022, dans le cadre d'un procès collectif, d'incitation et de complot, en application des articles 494, 495 et 453 du Code pénal, et condamnée à six ans d'emprisonnement⁶².

72. L'action menée par des femmes courageuses et déterminées est au cœur des contre-pouvoirs déployés par des acteurs de la société civile et des organisations non gouvernementales pour défendre la justice et le respect du droit d'obtenir réparation pour les torts causés. Ces femmes font partie, avec d'autres, du cadre pluraliste dont le pays a cruellement besoin pour démonopoliser le pouvoir, encourager la décentralisation et stimuler les changements profonds qui sont indispensables pour garantir un avenir intergénérationnel au Cambodge.

V. Conclusions et recommandations

73. En conclusion, il convient de rappeler que, dans un rapport précédent⁶³, le Rapporteur spécial avait proposé un Programme d'action prospectif en 10 points en faveur des droits de l'homme au Cambodge (voir annexe I), complété par 20 objectifs de référence visant à évaluer les progrès réalisés vers l'application complète des droits de l'homme. Ces objectifs sont toujours d'actualité, car bon nombre des dispositions énoncées dans le Programme d'action n'ont toujours pas été suivies d'effet. À ce stade, l'application d'autres recommandations issues des enseignements tirés des élections

⁵⁹ Voir https://opendevdevelopmentmekong.net/news_source/unesco/.

⁶⁰ Voir <https://www.ohchr.org/fr/statements/2024/05/comment-un-human-rights-office-spokesperson-jeremy-laurence-cambodia-court>.

⁶¹ Certains noms ont été abrégés afin de protéger l'identité des personnes concernées.

⁶² Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a lancé un appel en faveur de la libération de cette personne (A/HRC/WGAD/2023/5).

⁶³ A/HRC/54/75, annexe I.

récentes, notamment en ce qui concerne l'ensemble des droits des femmes, pourrait contribuer davantage à la réalisation de ces objectifs.

74. Le Rapporteur spécial soumet les recommandations ci-après et demande qu'elles soient pleinement appliquées.

A. Recommandations à l'intention du Gouvernement cambodgien

1. Recommandations générales

75. Le Rapporteur spécial formule les recommandations générales ci-après :

a) Assurer le suivi et l'exécution du Programme d'action en faveur des droits de l'homme au Cambodge, tel que le Rapporteur spécial l'a proposé à l'issue de sa visite au Cambodge en 2022, et réaliser les 20 objectifs de référence correspondants, dont une analyse est présentée dans le rapport de 2023⁶⁴, notamment en suspendant et en réformant les lois, politiques et pratiques négatives ;

b) Garantir l'accès à la justice pour tous, notamment en remettant rapidement en liberté les personnes détenues pour des raisons politiques, ainsi que les défenseurs des droits de l'homme et militants des droits civils et politiques détenus, abandonner les poursuites engagées contre ces personnes et annuler les condamnations dont elles ont fait l'objet ;

c) Accorder davantage de place au pluralisme politique et à l'inclusion, au bénéfice, notamment, des acteurs politiques, des organisations de la société civile, des militants et des médias, en se concentrant sur les droits de l'homme, la démocratie et le rôle joué par la protection de l'environnement dans la défense des droits de l'homme, et démonopoliser le pouvoir en place afin de permettre le partage des responsabilités, dans un cadre démocratisé et libéralisé ;

d) Réorganiser les nombreuses institutions publiques, en particulier la Commission électorale nationale et la magistrature, afin qu'elles deviennent de véritables contre-pouvoirs qui respectent le principe de justice et l'équilibre dans la vie politique et dans la société ;

e) Coopérer avec l'ensemble du système des Nations Unies, en particulier les mécanismes des droits de l'homme, y compris le Rapporteur spécial, de sorte que l'Accord pour un règlement politique global du conflit au Cambodge (Accords de paix de Paris)⁶⁵, les traités relatifs aux droits de l'homme, d'autres obligations internationales et les lois, politiques et pratiques nationales associées prennent véritablement effet, renforçant ainsi le lien indiscutable entre la paix, les droits de l'homme, la démocratie et le développement durable.

2. Élections et questions connexes

76. Le Rapporteur spécial formule les recommandations ci-après en ce qui concerne les élections et les questions connexes :

a) Mettre un terme à la répression des opinions dissidentes et prendre les mesures nécessaires pour garantir de véritables élections multipartites ;

b) Abroger les modifications de la loi sur l'enregistrement des partis politiques⁶⁶ qui permettent, en dehors de toute procédure régulière, de dissoudre arbitrairement des partis politiques et d'interdire aux dirigeants de partis de mener leurs activités politiques ;

⁶⁴ A/HRC/54/75 ; voir aussi A/HRC/48/79 et A/HRC/51/66.

⁶⁵ Voir <https://peacemaker.un.org/cambodiaparisagreement91>. L'instauration d'un régime démocratique et le respect des droits de l'homme figurent parmi les promesses formulées dans le cadre de ces accords fondamentaux, qui ont ramené la paix dans le pays en 1991.

⁶⁶ Voir <https://cambodia.ohchr.org/sites/default/files/Analysis%20on%20the%20Amended%20Law%20on%20Political%20Parties%2028%2003%202017%20FINAL%20no%20TC.pdf>.

c) Modifier les changements apportés à la loi sur l'élection des députés de l'Assemblée nationale⁶⁷ en ce qui concerne les dispositions sanctionnant les personnes qui n'ont pas voté lors de précédentes élections ;

d) Modifier la loi sur l'organisation et le fonctionnement de la Commission électorale nationale⁶⁸ afin de garantir l'impartialité de cette Commission ;

e) Réformer la loi sur les associations et les organisations non gouvernementales afin de garantir aux organisations de la société civile l'exercice de la liberté d'association ;

f) Mettre fin à toutes les formes de harcèlement, de violence et d'intimidation visant des opposants politiques, des militants engagés pour les droits fonciers, des militants syndicaux, des écologistes, des journalistes et autres défenseurs des droits de l'homme, remettre immédiatement ces personnes en liberté et abandonner toutes les poursuites engagées contre elles pendant et après les élections ;

g) S'abstenir de porter atteinte au droit de tous les partis politiques de participer aux élections ;

h) Créer un climat propice à la liberté de la presse, notamment en rétablissant les autorisations de presse qui ont été révoquées en violation des droits de l'homme ;

i) Mettre fin à l'accaparement systématique des terres et aux expulsions forcées, privilégier la délivrance systématique de titres fonciers dans les régions où il existe des conflits fonciers de longue date et simplifier les procédures de délivrance de titres fonciers collectifs aux autochtones ;

j) Alléger la dette des emprunteurs qui ont subi des atteintes aux droits de l'homme dans le secteur du microcrédit et accorder à ces personnes une indemnisation adéquate, faire en sorte que les établissements de microfinance cessent d'imposer la vente de terres en dehors de tout cadre judiciaire, mettre fin aux pratiques de prêt prédatrices et prendre des mesures concrètes en vue de réduire la revente de terres aux fins de remboursement de dettes ;

k) Augmenter les investissements consacrés à une protection sociale complète de tous les Cambodgiens, y compris les travailleurs du secteur formel et du secteur informel ;

l) Renforcer les mécanismes d'établissement des responsabilités et les mécanismes de contrôle afin de prévenir les atteintes aux droits de l'homme visant des défenseurs des droits de l'homme, amener les auteurs d'infractions à répondre de leurs actes et créer un organe indépendant chargé du suivi et des enquêtes en matière de violations et investi de l'autorité nécessaire pour recommander, s'il y a lieu, des mesures disciplinaires et des poursuites judiciaires.

3. Droits des femmes

Lois, politiques et pratiques

77. Le Rapporteur spécial formule les recommandations ci-après dans le domaine des lois, des politiques et des pratiques :

a) Réformer la loi électorale aux niveaux local et national de sorte à alterner les candidatures féminines et masculines sur les listes de tous les partis, les femmes devant être placées en tête dans la moitié des listes et représenter 50 % de l'ensemble des candidatures ;

⁶⁷ Voir <https://thediplomat.com/2023/06/cambodia-amends-election-law-disqualifying-non-voting-candidates/> ; https://data.opendevelopmentcambodia.net/laws_record/law-on-the-amendments-of-the-law-on-political-parties-and-the-law-on-the-amendment-of-law-on-politi.

⁶⁸ Voir <https://www.nec.gov.kh/english/content/competent-nec>.

b) Introduire des quotas réservant aux femmes la moitié de tous les postes de haut niveau, y compris les postes de ministres et de vice-ministres, dans chaque ministère ;

c) Inscrire, dans les lois et les politiques pertinentes, l'inclusion et la protection des femmes et des lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes, afin de protéger ces personnes contre toute discrimination et tout acte de violence, en particulier dans le cadre de leur engagement politique ;

d) Modifier la loi de 2005 sur la prévention de la violence domestique et la protection des victimes afin de supprimer les dispositions relatives à la médiation ou à la réconciliation dans les affaires de violence domestique ;

e) Mettre fin au harcèlement judiciaire visant les femmes qui revendiquent leur autonomie sexuelle ou corporelle, remettre ces femmes en liberté et abandonner toutes les poursuites contre les personnes qui portent des revendications similaires ;

f) Accroître la représentation des femmes parmi les juges, les procureurs, les avocats et les forces de l'ordre, au moyen de mesures temporaires spéciales, telles que des dispositifs ciblés de recrutement, d'embauche et de promotion, et de systèmes de quotas ;

g) Donner la priorité aux enquêtes sur tous les cas de violence fondée sur le genre et aux poursuites auxquelles ces enquêtes donnent lieu ;

h) Renforcer les programmes de prévention de la violence fondée sur le genre et garantir un accès complet aux services d'appui, notamment à des tribunaux efficaces, à des ordonnances de protection et à des décisions administratives, ainsi qu'à une représentation en justice, à des lieux d'accueil sûrs, à une aide financière, à des conseils et autres services ;

i) Remplir les obligations contractées par le pays au titre de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, ainsi que les engagements découlant d'instruments internationaux, et investir dans un développement inclusif, durable et respectueux de l'égalité des genres, en s'appuyant sur des données probantes, des actions de sensibilisation et une assistance technique ;

j) Revoir les politiques et supprimer les pratiques qui contribuent activement aux inégalités entre les femmes et les hommes ;

k) Modifier le Code pénal afin d'élargir la définition du harcèlement sexuel, de sorte qu'elle englobe toutes les formes de harcèlement, y compris le harcèlement entre pairs ou subordonnés sur le lieu de travail ;

l) Établir des mécanismes en vue d'amener les auteurs de violences et de manœuvres d'intimidation contre des femmes politiques à répondre de leurs actes, en faisant en sorte que des enquêtes impartiales soient menées et des poursuites engagées, dans les meilleurs délais ;

m) Faire appliquer les lois et règlements existants qui visent à protéger les droits des personnes ayant survécu à la violence fondée sur le genre, garantir un traitement équitable tout au long de la procédure judiciaire et instaurer des protocoles et des lignes directrices clairs pour le traitement des affaires de violence fondée sur le genre, y compris des procédures judiciaires accélérées et des mécanismes de protection renforcée des enfants victimes.

Renforcement des capacités et allocation des ressources

78. Le Rapporteur spécial formule les recommandations ci-après en ce qui concerne le renforcement des capacités et l'allocation des ressources :

a) Investir des ressources techniques et financières dans l'élaboration de plans concrets visant à promouvoir le renforcement des capacités et à atteindre les objectifs en la matière, et à mettre en place un système visant à faire évoluer les perceptions liées au genre ;

b) Prévoir, dans le budget national, des ressources humaines, techniques et financières suffisantes pour exécuter les plans d'action et les politiques relatifs à l'équité de genre ;

c) Augmenter les investissements en vue d'obtenir un système éducatif de qualité, exempt de toute discrimination fondée sur le genre et favorisant l'équité entre les femmes et les hommes, notamment pour ce qui a trait à l'emploi, aux dispositifs de perfectionnement des compétences, de reconversion et d'acquisition de connaissances sur le développement durable, à la maîtrise de la lecture, de l'écriture et du calcul, à la transition numérique et aux technologies émergentes ;

d) Instaurer des mécanismes complets de soutien aux femmes chefs d'entreprises, notamment des programmes de mentorat, un accès à la formation, à la protection sociale et à l'éducation financière ;

e) Soutenir le renforcement des systèmes de santé afin de remédier aux inégalités observées dans ce domaine en matière de prise de décisions et adopter des mesures tenant compte des questions de genre afin d'appliquer le principe de responsabilité à l'égard de la société civile, en particulier en ce qui concerne la gestion des ressources naturelles, la lutte contre les changements climatiques et la réduction des risques de catastrophe ;

f) Faciliter le travail des défenseuses des droits de l'homme, mieux faire entendre leur voix, soutenir les stratégies de lutte contre la violence et les autres préjudices auxquels elles s'exposent du fait de leur action et renforcer leurs compétences en matière d'encadrement afin qu'elles puissent accéder à des postes de décision ;

g) Intégrer une analyse intersectionnelle de l'égalité des genres dans toutes les initiatives, faire appel à des experts en matière d'égalité des genres et appliquer, dans le cadre de l'élaboration des programmes, des principes de conception qui puissent faire évoluer les perceptions liées au genre ;

h) Comprendre comment les inégalités structurelles entre les femmes et les hommes continuent de restreindre les choix de vie des filles, soutenir une initiative concrète visant à garantir aux filles et aux jeunes femmes cambodgiennes un accès équitable à l'éducation et à l'emploi, et remédier à leurs vulnérabilités particulières ;

i) Lancer des campagnes de sensibilisation du public et des actions de proximité visant à lutter contre les stéréotypes, les attitudes et les comportements sexistes préjudiciables qui perpétuent la violence, la discrimination et le harcèlement fondés sur le genre ;

j) Former les décideurs politiques, les législateurs et les agents de l'État aux techniques d'analyse et d'intégration des questions de genre afin de promouvoir l'élaboration de politiques et de lois tenant compte de ces questions ;

k) Appliquer les programmes de formation obligatoire à la sensibilisation aux questions de genre créés à l'intention de l'ensemble des acteurs du système judiciaire, y compris les policiers, les juges, les avocats et les procureurs, et faire en sorte d'évaluer régulièrement et de renforcer les initiatives de formation afin de promouvoir un cadre plus inclusif et plus favorable aux victimes ;

l) Élaborer des stratégies ciblées de recrutement et de rétention du personnel afin d'améliorer la représentation des femmes aux postes clés dans le système judiciaire et instaurer des quotas ou des mesures associées en vue de parvenir à une représentation plus équitable des femmes et des hommes dans les processus de recrutement et de promotion ;

m) Fournir des services de soutien complets, notamment une aide juridictionnelle et une assistance juridique, des conseils, une assistance médicale et une aide économique, afin de donner aux femmes les moyens de demander justice et de reconstruire leur vie après avoir subi des actes de violence ou de discrimination ;

n) Accroître la dotation budgétaire et les efforts de sensibilisation prévus au titre du système de garantie des femmes chefs d'entreprises, afin d'élargir et de faciliter l'accès des petites et moyennes entreprises dirigées par des femmes à ce dispositif ;

o) Appliquer des grilles de salaires transparentes, fondées sur les rôles et responsabilités associés aux postes, en effectuant chaque année des audits d'équité salariale et en sanctionnant les entreprises dont il a été établi qu'elles encourageaient les disparités salariales fondées sur le genre ;

p) Promouvoir des attitudes culturelles qui valorisent la contribution des femmes à l'économie et leur aptitude à occuper des postes de direction et des emplois plus qualifiés ;

q) Encourager la participation des femmes aux métiers du journalisme et permettre l'intégration des questions de genre dans les médias ;

r) Renforcer l'efficacité des organismes publics et leur capacité d'imprimer un changement à même de faire évoluer les perceptions liées au genre, notamment en renforçant les mesures incitatives, en suivant les cas d'atteintes et en améliorant l'accès à la justice des parties concernées qui cherchent à obtenir réparation.

Coopération

79. Le Rapporteur spécial formule les recommandations ci-après en ce qui concerne la coopération :

a) Collaborer avec les parties prenantes concernées, y compris les organisations de défense des droits des femmes et les entreprises, afin de changer véritablement les normes négatives et les préjugés à l'égard des femmes dirigeantes ;

b) Œuvrer à tous les niveaux de la société et des institutions à la déconstruction des stéréotypes de genre concernant les rôles et responsabilités des femmes, des hommes, des filles et des garçons ;

c) Recenser et supprimer les obstacles à la participation effective des femmes à la gouvernance en tant que dirigeantes élues ou désignées et en tant que citoyennes, en accordant une attention particulière aux femmes victimes de formes de discrimination croisée, conformément à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes ;

d) Travailler avec des chercheurs, des universitaires et des militants cambodgiens afin de produire des données probantes qui contribueront à faire progresser l'égalité entre les femmes et les hommes ;

e) Promouvoir une collaboration et un dialogue constructifs entre le Gouvernement et des défenseurs des droits de l'homme, y compris des militantes, afin de répondre aux préoccupations exprimées, d'instaurer la confiance et de trouver des solutions mutuellement bénéfiques, et ouvrir des voies régulières de communication et de consultation pour que les défenseurs des droits de l'homme puissent véritablement faire entendre leur voix dans les processus d'élaboration des politiques et de prise de décisions ;

f) Soutenir les organisations de la société civile et les mouvements sociaux qui défendent l'égalité des genres et les droits de l'homme, en leur allouant des ressources, en leur offrant un espace et des possibilités de s'exprimer et en les protégeant autant que possible et autant que nécessaire.

B. Recommandations à l'intention de l'ONU et de la communauté internationale

80. Le Rapporteur spécial formule les recommandations ci-après à l'intention de l'ONU et de la communauté internationale :

- a) Soutenir les mesures prises en vue d'appliquer le Programme d'action en 10 points en faveur des droits de l'homme au Cambodge, tel que proposé par le Rapporteur spécial, ainsi que les objectifs de référence correspondants ;
- b) Mettre à profit, afin qu'elles soient véritablement prises en compte et suivies d'effet, les recommandations formulées par le Rapporteur spécial concernant les lois, politiques et programmes nationaux, les mécanismes d'application des lois, les ressources, l'éducation et le renforcement des capacités, les données et le suivi, l'accès aux recours et la mobilisation en faveur des réformes, en s'appuyant sur les normes internationales et en ayant présente à l'esprit la sagesse locale ;
- c) Élaborer, financer et exécuter des stratégies visant à promouvoir l'égalité des genres dans leurs méthodes de gestion, opérations et fonctions, en contribuant directement à la réduction des inégalités, en donnant l'exemple et en produisant des connaissances ;
- d) Analyser les budgets et les dépenses de l'ONU afin de comprendre dans quelle mesure des ressources sont investies dans des interventions qui puissent faire évoluer les perceptions liées au genre et permettent des avancées, en incitant également les entreprises à jouer un rôle constructif, en ayant présents à l'esprit les Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme⁶⁹ ;
- e) Investir dans des ressources humaines et financières au service de groupes particuliers laissés pour compte et réduire les inégalités entre les femmes et les hommes ainsi que d'autres inégalités, notamment en soutenant les défenseurs de l'égalité de genre et les organisations de femmes ;
- f) Intégrer une analyse intersectionnelle de l'égalité des genres dans toutes les initiatives, faire appel à des experts en matière d'égalité des genres et appliquer, dans le cadre de l'élaboration des programmes, des principes de conception qui puissent faire évoluer les perceptions liées au genre, en adoptant une approche inclusive et transversale.

C. Recommandations à l'intention de la société civile et d'autres parties prenantes

81. Le Rapporteur spécial formule les recommandations ci-après à l'intention de la société civile et d'autres parties prenantes :

- a) Accepter les recommandations du Rapporteur spécial et les prendre en compte dans leur action ;
- b) Poursuivre les activités de suivi et de plaidoyer en faveur d'une application complète des droits de l'homme dans le pays ;
- c) Continuer d'aider les personnes qui pâtissent des mesures prises par les pouvoirs publics et favoriser des améliorations dans le domaine de la justice et des droits de l'homme ;
- d) Encourager la société civile, les entreprises et les autorités à prendre en compte les questions de genre ;
- e) Établir des liens avec les entreprises dans des secteurs clefs afin de favoriser l'application des recommandations susmentionnées et encourager les

⁶⁹ Voir aussi https://www.ohchr.org/sites/default/files/documents/publications/guidingprinciplesbusinesshr_en.pdf.

entreprises à exercer la diligence requise pour respecter les droits de l'homme, conformément aux normes internationales ;

f) Intégrer une analyse intersectionnelle de l'égalité des genres dans toutes les initiatives, faire appel à des experts en matière d'égalité des genres et appliquer, dans le cadre de l'élaboration des programmes, des principes de conception qui puissent faire évoluer les perceptions liées au genre, en adoptant une approche inclusive et transversale.

Annexes

Annexe I

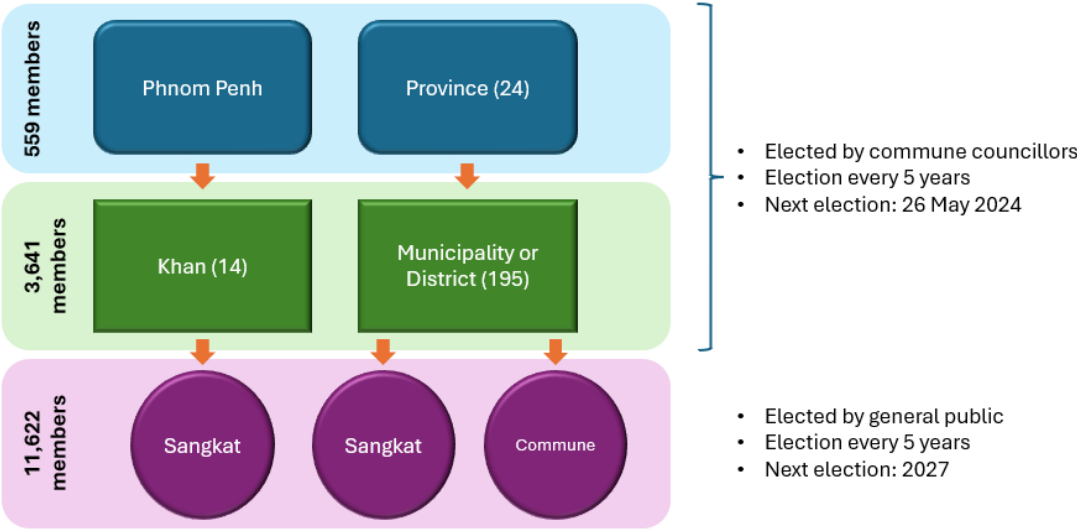
Programme d'action de 2022 en faveur des droits de l'homme au Cambodge, publié par le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Cambodge et devant être appliqué avec souplesse et diligence, compte tenu des considérations ci-après

1. Implement effectively the recommendations from the reports of the UNSR, the Human Rights Treaty Bodies and Universal Periodic Review through practical policies and related practices.
2. Open up civic and political space, including by suspending and reforming laws of a draconian kind, as identified by the reports of the various international human rights mechanisms mentioned.
3. Adjust the stepping stones towards the 2023 National elections, as recommended above, including to ensure that election-related personnel are chosen pluralistically and are separated from political parties.
4. End prosecution of the political opposition and human rights defenders and related personnel. Release them and drop the charges against them.
5. Address land related issues via a more participatory approach and Enable settlements to find satisfactory solutions as voiced by the governmental circular above.¹
6. Respond to the vulnerabilities of the various groups by adhering to non-violence and non-discrimination, guided by the recommendations of the various international human rights mechanisms.
7. Improve the quality of law enforcers, including the police and the judiciary, by means of careful selection and incentivization, importantly to distance them from the power base and to ensure their independence and impartiality, and Reform the Criminal Justice system so as to enable more non-custodial measures to be used and with due respect for child sensitivity.
8. Support post-COVID measures to ensure broader coverage of social protection to help needy groups, such as through access to the poor and family supports.
9. Overcome the injustices linked with debt and microfinance institutions by introducing more accessible debt relief programmes and consumer protection against exploitation; and Target special efforts to overcome the online gap and the educational retrogression due to the pandemic.
10. Underline gender-responsiveness with effective measures against violence and discrimination, with due regard for more women's participation at the top of the power spectrum and respect for gender diversity, enhanced by child-friendly facilities.
11. Move beyond the historical accent on peace to Promote the synergy between peace, sustainable development, human rights and democracy, with intergenerational bridges anchored on respect for international standards, complemented by local wisdom, and balance based on pluralization of shared power 2022.

¹ "The governmental Circular 003 on Resolution on the Temporary Settlements on Land which has been illegally occupied in the Capital, Municipal and Urban Areas, is an instrument which can bridge between the various actors from the 2010 period."
Source: <https://www.ohchr.org/sites/default/files/documents/countries/kh/2022-08-26/SR-Cambodia-End-of-Mission-Statement.pdf>, accessed 2 July 2024.

Annexe II

Vue d'ensemble de la gouvernance au niveau infranational



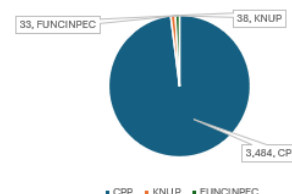
Annexe III

Quatrième élection aux niveaux de la capitale et des provinces, et des municipalités, des districts et des conseils (khans)

Overview

- Election to be held on 26 May 2024
- Held every 5 years
- Voters are the 11, 622 Commune councillors
- 5 parties are contesting the election:
 - Cambodian People's Party (CPP)
 - Khmer Will Party (KWP)
 - Nation Power Party (NPP)
 - FUNCINPEC
 - Khmer National United Party (KNUP)

Results of 3rd Capital, Provincial, Municipal, District and Khan Council Election (2019)



Seats being contested

Capital/Provincial election

- 25 provinces with 15-27 seats per province
- Total of **559 seats**

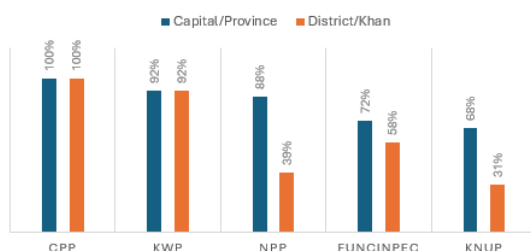
Municipal/District/Khan election

- 25 provinces with 2-14 districts per province. Total of 209 districts, with 26-270 seats per district.
- Total of **3641 seats**

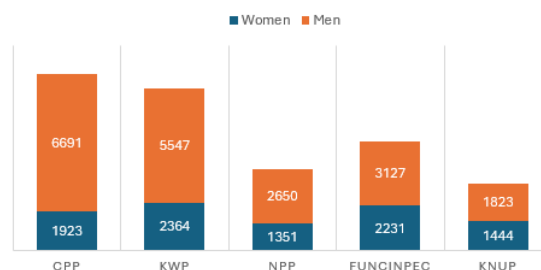
Overview of parties and candidates

- The CPP remains the largest party and is contesting all seats with the most candidates.
- New opposition party KWP has a strong showing, though the other new opposition party, NPP, will contest only just over a third of district/khan seats.

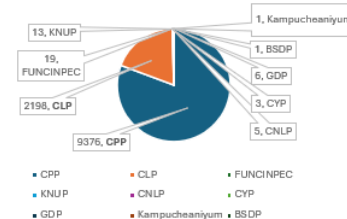
PROPORTION OF SEATS BEING CONTESTED (BY PARTY)



TOTAL CANDIDATES (BY PARTY)



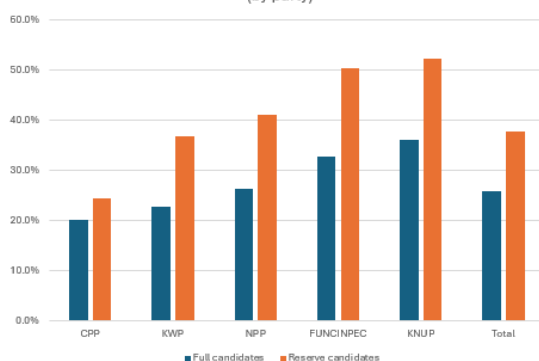
2022 Commune Council Election



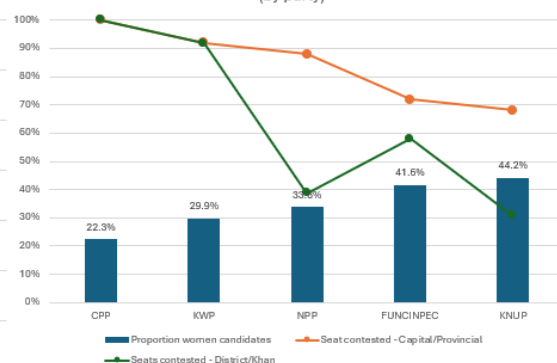
Observations on gender and candidates

- Representation of women is stronger in the second tier “reserve” category (average 38%) than in full candidates (average 26%)
- The smaller the party, the better the representation of women as candidates

Proportion of women as candidates - full vs reserve (by party)

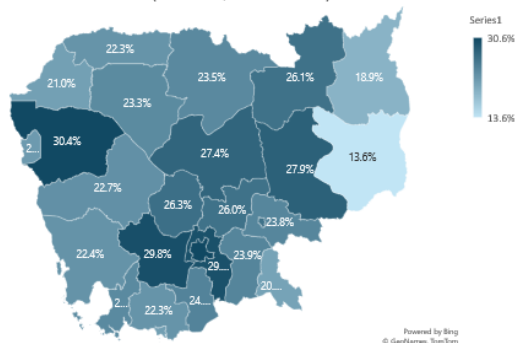


Proportion of women vs Proportion of seats contested (by party)

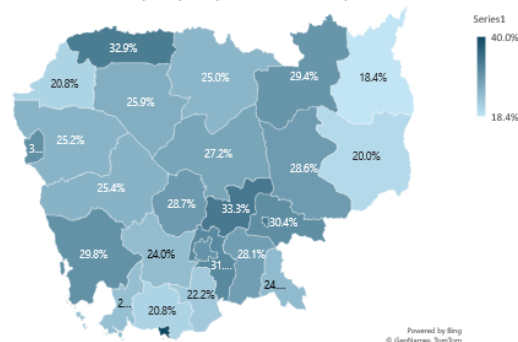


- Under-representation is most acute in some rural provinces.

Proportion of women as full candidates (in District/Khan election)



Proportion of women as full candidates (in capital/provincial election)



- Women's representation does not markedly change from larger races to smaller ones

